



Cabinet Collet

AUDIT & EXPERTISE COMPTABLE



ASSOCIATION INITIATIVE RENNES

Rapport du Commissaire Aux Comptes

sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2024



www.cabinet-collet.org

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION INITIATIVE RENNES

CCI de RENNES
2, avenue de la Préfecture
CS 64204
35042 RENNES Cedex



Cabinet Collet

AUDIT & EXPERTISE COMPTABLE

Olivier COLLET & Noël GUERIN

Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes Associés

LE RHEU

1, passage des Sports
BP 35202
35650 Le Rheu
Tél : 02 99 60 89 18
www.cabinet-collet.org

BEGARD

27, rue de Gra-Vur
22140 Bégar
Tél : 02 96 45 33 63

CESSON-SEVIGNE

1, rue de Paris
Immeuble Atalis 1
35510 Cesson - Sevigné
Tél : 02 99 53 23 23

SARL au capital de 702 000 € - Siret: 83025581600019 - APE : 6920Z - Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts-comptables de la Région de Bretagne

Cabinet COLLET

Commissaire Aux Comptes

~

Siret : 830 255 816 00019- A.P.E. : 69.20Z

ASSOCIATION INITIATIVE RENNES

CCI de RENNES

2, avenue de la Préfecture

CS 64204

35042 RENNES Cedex

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Du 5 Juin 2025

Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2024

Cabinet COLLET

Commissaire Aux Comptes

~

Siret : 830 255 816 00019- A.P.E. : 69.20Z

Sommaire

Contenu

1 – Opinion	3
2 – Fondement de l'opinion	3
2.1 – Référentiel d'audit	3
2.2 – Indépendance	3
3 – Justification des appréciations	4
4 – Vérifications spécifiques	4
5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels	4
6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels	5

Association INITIATIVE RENNES,

Exercice clos le 31 Décembre 2024,

Rapport du Commissaire Aux Comptes
sur les Comptes annuels

A l'Assemblée Générale,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INITIATIVE RENNES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période allant du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre association et exposés dans votre annexe, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nous nous sommes notamment assuré que le suivi des impayés et le passage en provisionnement ou en perte des créances était correctement appliqué.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article **L.821-55** du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements

ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LE RHEU

Le 28 Mai 2025,

Le commissaire Aux Comptes
CABINET COLLET

Noël GUERIN
Associé

SARL CABINET COLLET

Audit & Expertise Comptable
1, passage des sports BP 35202
35650 LE RHEU
Siret : 83025581600019
Tél : 0299608918

BILAN ACTIF

	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amort. Dépréciat.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 224 841,73	26 278,67	1 198 563,06	953 401,68
Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)	1 224 841,73	26 278,67	1 198 563,06	953 401,68
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances d'exploitation (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	72 967,56		72 967,56	59 437,84
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 649 006,20		1 649 006,20	1 653 547,90
Charges constatées d'avance (3)				
TOTAL (II)	1 721 974		1 721 973,76	1 712 985,74
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	2 946 815,49	26 278,67	2 920 536,82	2 666 387,42
(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an				
(3) dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisé par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				



BILAN PASSIF

	31/12/2024	31/12/2023
	Net	Net
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	2 193 480,51	1 978 037,49
<i>Dont legs et donations, subv. d'invest. affectés à des biens renouvelables</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	191 064,98	174 711,04
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	25 299,07	4 970,12
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise	485 039,79	487 316,54
Résultats sous contrôle des tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL (I)	2 894 884,35	2 645 035,19
Comptes de liaison (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
TOTAL (IV)		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 213,40	5 154,27
Dettes fiscales et sociales	21 439,07	16 197,96
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL (V)	25 652,47	21 352,23
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I à VI)	2 920 536,82	2 666 387,42
(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		
(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		

COMPTES DE RESULTAT

	31/12/2024	31/12/2023
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services	51 809,10	50 223,40
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION	51 809,10	50 223,40
Production stockée		
Production immobilisée		
Concours publics et Subventions	31 950,00	20 648,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Collectes	28 971,00	30 450,00
Cotisations	12 200,00	10 050,00
Autres produits		5 333,36
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1) (I)	124 930,10	116 704,76
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)		
Autres achats et charges externes (2)	21 072,00	16 254,00
Impôts, taxes et versements assimilés	537,27	
Salaires et traitements	79 840,31	72 917,81
Charges sociales	24 860,69	23 495,00
Autres charges de personnel		5 037,02
Dotations aux amortissements sur immobilisations		
Dotations aux dépréciations sur immobilisations		
Dotations aux dépréciations sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges		275,37
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (3) (II)	126 310,27	117 979,20
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-1 380,17	-1 274,44
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Excédent attribué ou déficit transféré (III)		
Déficit supporté ou excédent transféré (IV)		
PRODUITS FINANCIERS		
De participations (4)		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)		
Autres intérêts et produits assimilés (4)	42 272,04	23 214,39
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	18 618,21	16 604,06
Garantie / Perte sur prêts d'honneur	31 814,26	16 558,70
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	92 704,51	56 377,15
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	10 008,47	8 922,43
Intérêts et charges assimilées (5)		
Perte sur prêts d'honneur	45 871,51	35 634,16
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	55 879,98	44 556,59
2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)	36 824,53	11 820,56
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)	35 444,36	10 546,12

COMPTES DE RESULTAT

	31/12/2024	31/12/2023
	Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		
Impôts sur les bénéfices (IX)	10 145,29	5 576,00
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	217 634,61	173 081,91
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX)	192 335,54	168 111,79
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE	25 299,07	4 970,12
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	25 299,07	4 970,12
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) dont redevances sur crédit-bail mobilier		
dont redevances sur crédit-bail immobilier		
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(4) dont produits concernant des entreprises liées		
(5) dont intérêts concernant des entreprises liées		

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Bénévolat	69 960,00	60 540,00
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL	69 960,00	60 540,00
Charges		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations	69 960,00	60 540,00
Personnel bénévole		
TOTAL	69 960,00	60 540,00

Annexe développée
(Base Règlement ANC n° 2018-06)

CONTENU DE L'ANNEXE

Informations générales (ANC 2018-06)

- Description de l'objet social (ANC 2018-06)
- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées (ANC 2018-06)
- Description des moyens mis en œuvre (ANC 2018-06)
- Faits caractéristiques de l'exercice
- Faits significatifs postérieurs de la clôture de l'exercice
- Informations en cas de transfert de ressources dédiées sur un autre projet défini (ANC 2018-06)
- Informations sur les transactions avec les contreparties (personnes physiques ou morales) non courantes et non conclues à des conditions normales (ANC 2018-06)

Notre association Initiative Rennes est l'une des 205 plateformes associatives réparties sur tout le territoire métropolitain et outremarin formant le réseau Initiative France, le premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs. Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs - notamment bancaires- de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à :

- Une Charte d'éthique, un référentiel « métier », un système de qualification, une certification ISO 9001 de la tête de réseau
- L'assistance de ses organisations régionales et des services de sa tête de réseau
- Le projet stratégique du réseau pour la période 2019-2022, la « promesse Initiative France »

Informations sur les règles et méthodes comptables

- Application des conventions générales
- Justification des dérogations aux règles et méthodes comptables
- Justification des méthodes retenues en cas de pluralités optionnelles

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

- Du Plan Comptable Général : règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 et le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 de l'autorité des Normes Comptables (ANC)
- Des normes comptables des personnes morales non commerçantes à but non lucratif : règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018
- Des normes comptables et financières spécifiques arrêtées par le réseau Initiative France suite à l'entrée en vigueur du règlement ANC 2018-06

Les comptes annuels sont établis avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- permanence des méthodes ;
- indépendance des exercices
- continuité d'exploitation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Informations relatives au bilan

- *Etat de l'actif immobilisé (NIF et ANC 2018-06)*

L'état des prêts décaissés à l'actif du bilan se présente ainsi :

prêts immobilisés	31 12 2024		31 12 2023	
	montant	quantité	montant	quantité
création / reprise	717 412	107	337 500	65
transmission			50 750	8
croissance				
remarquable				
santé				
agricole				
total	717 412	107	418 950	72

Sur l'exercice 2024, 107 prêts ont été décaissés pour un montant de 717 412 € dont :

- 86 prêts pour un montant de 575 412 € accordés en 2024
- 21 prêts pour un montant de 142 000 € accordés en 2023

- *Etat des provisions (NIF)*

L'état des provisions pour dépréciation des prêts à l'actif du bilan se présente ainsi :

dépréciation des prêts	31 12 2024		31 12 2023	
	montant	quantité	montant	quantité
création / reprise	26 278.67	14	32 192.77	9
transmission			2 695.64	2
croissance				
remarquable				
santé				
agricole				
total	26 278.67	14	34 888.41	11
dotation	10 008.47	7	8 922.43	3
reprise	18 618.21	10	16 604.06	13

Sur l'exercice 2024,

- 1 prêts pour un montant de 2 604 € a été repris pour être passé en perte
- 9 prêts pour un montant de 16 014.21 € ont été repris sans être utilisés

Les prêts sont provisionnés sur le montant net de garantie selon la règle suivante :

- Plus de 3 et jusqu'à 6 impayés : 50%
- Plus de 6 impayés : 75%
- En redressement judiciaire ou liquidation de bien : 100%
- En cas de cessation d'activité : 100%

- *Etat des créances et dettes (NIF)*

Le montant des prêts à l'actif du bilan se décompose ainsi selon les échéances :

échéance des prêts	31 12 2024	
	-1 an	1 an et +
création / reprise	436 428	788 413.73
transmission		
croissance		
remarquable		
santé		
agricole		
total	436 428	788 413.73

Au 31 12 2024, le montant des apports en fonds de prêt accordés mais non encore encaissés à l'actif du bilan se répartit ainsi :

fonds de prêts accordés	31 12 2024		31 12 2023	
	montant	quantité	montant	quantité
création	21 500	3	5 000.00	1
transmission				
croissance				
remarquable				
santé				
agricole				
total	21 500	3	5 000.00	1

- *Répartition de la trésorerie (NIF)*

Au 31 12 2024, la trésorerie se décompose ainsi selon la méthode préférentielle préconisée par la Norme Initiative France :

trésorerie	31 12 2024	31 12 2023
	montant	montant
trés. s. prêt	1 453 009.73	1 495 568.62
trés. fonctionnement	185 996.47	157 979.28
total	1 639 006.20	1 653 547.90

- *Montant des engagements financiers (NIF)*

Au 31 12 2024, le montant des prêts accordés par le comité d'agrément mais non décaissés n'est pas comptabilisé mais figure parmi les engagements hors bilan. Il se répartit ainsi :

prêts accordés non décaissés	31 12 2024		31 12 2023	
	montant	quantité	montant	Quantité
création	227 408	37	252 000	36
transmission				
croissance				
remarquable				
santé				
agricole				
total	227 408	3	252 000	36

- *Variation des fonds propres (ANC 2018-06 et NIF)*

La variation des fonds propres consacrés à l'activité prêt peut se résumer ainsi (NIF) :

fonds de prêt	31 12 2024	31 12 2023
	montant	montant
sans droit de reprise	2 193 480.51	1 978 037.49
avec droit de reprise	485 039.79	487 316.54

(1) Les fonds avec droits de reprise correspondent aux versements antérieurs de la caisse des dépôts et consignations (CDC). Depuis 2019, La Banque Publique d'Investissement (BPI) s'est substituée à la CDC pour la gestion de ces fonds. En l'absence d'information transmise par cette dernière sur ce droit de reprise, les dirigeants de l'association ont décidé de ne pas modifier la position comptable de ces fonds.

La quote-part des fonds propres, affectable au fonctionnement de la plateforme, se présente ainsi (NIF) :

fonds propres fonctionnement	31 12 2024	31 12 2023
	montant	montant
réserves		
report à nouveau	191 064.98	174 711.04
<i>sous-total</i>	<i>191 064.98</i>	<i>174 711.04</i>
résultat fonctionnement	30 746.58	16 353.94
total	221 811.56	191 064.98

Informations relatives aux comptes de résultat

- Montant des concours publics et subventions reçues (ANC 2018-06)

concours publics subventions	2024			2023		
	concours publics	subventions exploit.	subventions investis.	concours publics	subventions exploit.	subventions investis.
Union Européenne						
Etat		15 950.00			9 700.00	
Conseil Régional						
Intercommunalités		10 000.00			5 000.00	
autres		6 000.00			10 948.00	
total		31 950			25 648	

- Décomposition du compte de résultat par activité (NIF)

	2024				2023			
	total	fonction- nement	prêts	autres activités	total	fonction- nement	prêts	autres activités
produits exploitation	124 930.10	124 930.10			116 704.76	116 704.76		
charges exploitation	136 455.56	136 455.56			123 555.20	123 555.20		
<i>résultat exploitation</i>	-11 525.46	-11 525.46			-6 850.44	-6 850.44		
produits financiers	92 704.51	42 272.04	50 432.47		56 377.15	23 204.29	33 172.86	
charges financières	55 879.98	0.00	55 879.98		44 556.59	0.00	44 556.59	
<i>résultat financier</i>	36 824.53	42 272.04	-5 447.51		11 820.56	23 204.29	-11 383.73	
<i>résultat courant</i>	25 299.07	30 746.58	-5 447.51		4 970.12	16 353.85	-11 383.73	
produits except.	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	
charges except.	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	
<i>résultat exceptionnel</i>	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	
résultat net	25 299.07	30 746.58	-5 447.51		4 970.12	16 353.85	-11 383.73	

- *Tableau du compte de résultat sur activité prêt (NIF)*

compte résultat activité prêt	31 12 2024		31 12 2023	
	montant	quantité	montant	quantité
<i>charges</i>				
dotations prov. prêts	10 008.47	7	8 922.43	3
pertes brutes s prêts	45 871.51	13	35 634.16	11
autres charges				
total des charges	55 879.98		44 556.59	
<i>produits</i>				
reprises prov. prêts	18 618.21	10	16 1604.06	13
garanties obtenues	31 814.26	13	16 568.80	10
autres produits				
total des produits	50 432.47		33 172.86	
résultat s. prêts	-5 447.51		-11 383.73	

- *Contributions en nature (ANC 2018-06)*

CNV	2024	2023
<i>contributions</i>		
dons en nature		
prestation en nature		
bénévolat	69 960	60 540
total	69 960	60 540
<i>charges</i>		
secours en nature		
m-à-d gratuite de biens		
commodat (prêt)		
prestation en nature		
personnel bénévole	69 960	60 540
total	69 960	60 540

Les informations concernant les mises à disposition de biens ou de personnel sont évaluées et transmises par les donateurs à partir des coûts enregistrés dans leur propre comptabilité.

Le bénévolat est quantifié grâce :

- aux relevés d'heures fournis par les différents bénévoles comme les parrains
- aux feuilles de présences remplies lors des différentes réunions comme les réunions des comités d'agrément, des diverses commissions techniques ou comités ad hoc

Le bénévolat est évalué sur la base de 60 € de l'heure (en 2023 l'heure de bénévolat était évaluée à 60 €).

Autres informations

- *Effectif moyen (ANC 2014-03 et NIF)*

L'effectif moyen est exprimé en ETP (équivalent temps plein) et comprend les mises à disposition des personnes et les bénévoles concourant à l'activité.

Effectif	2024	2023
cadres	1	1
non cadres	1.6	1.6
<i>sous total</i>	2.6	2.6
personnel m-à-d facturées	0.2	0.2
personnel m-à-d CVN		
total	2.8	2.8

- *Information sur les rémunérations des dirigeants (ANC 2014-03 et NIF)*

Au cours de l'exercice, les membres des organes d'administration et de direction ont perçu des rémunérations pour les montants et le nombre de personnes concernées suivants :

rémunérations des dirigeants	31 12 2024		31 12 2023	
	montant	quantité	montant	quantité
administrateurs	0	0	0	0
directeurs	0	0	0	0
total	0	0	0	0

- *Informations sur les transactions avec les contreparties (personnes physiques ou morales) non courantes et non conclues à des conditions normales (ANC 2018-06)*
- *Liste des transactions effectuées avec des parties liées pour des transactions non conclues à des conditions normales de marché (ANC 2014-03)*
- *Honoraires du commissaire aux comptes (ANC 2014-03 et NIF)*

honoraire CAC	31 12 2024	31 12 2023
certification des comptes	3 135.60	3 208.00
autres missions	0	0
total	3 135.60	3 208.00

Fonds associatifs

Les ressources de fonds de prêts octroyés dans le cadre des prêts d'honneur sont enregistrées dans des comptes d'apports avec ou sans droit de reprise selon les obligations conventionnelles.

Le résultat sur le fonds de prêt de l'exercice fait l'objet d'une décision de l'Assemblée Générale annuelle pour les imputer sur les comptes d'apports pour un montant équivalent, par principe d'imputation des dépréciations de l'actif immobilisé sur les apports qui les ont financés, dans des comptes spécifiques apparaissant en négatif dans le bilan passif.

Les pertes et provisions sont réparties au pourcentage du poids des apports avec ou sans droit de reprise sur le total des ressources de fonds de prêts disponibles.

Autres

La provision indemnité départ à la retraite n'a pas fait l'objet d'une valorisation au 31/12/2024.

Affectation des fonds**Contexte :**

L'association reçoit des fonds de la part de divers financeurs. Ces financements peuvent être affectés soit au fonds d'intervention, soit au fonctionnement de l'association.

Les fonds reçus sont affectés selon les préférences des financeurs ou, en l'absence de préférence explicite, selon les besoins de l'association. Les financements affectés au fonds d'intervention sont comptabilisés comme des apports en fonds propres et n'impactent pas le résultat comptable de l'année. Les fonds affectés au fonctionnement sont comptabilisés comme des produits d'exploitation et impactent le résultat comptable de l'année.

Impact comptable :

Les financements affectés au fonds d'intervention sont enregistrés dans les comptes de fonds propres, tandis que les fonds de fonctionnement sont enregistrés dans les comptes de produits d'exploitation.

Cette distinction permet de garantir une transparence et une précision dans la présentation des états financiers de l'association.

Pour l'exercice comptable de l'année 2024, l'association a reçu un total de 65 851 € de fonds privés. Parmi ceux-ci :

58 550 € ont été affectés en 2024 au fonds d'intervention.

7 301 € ont été affectés en 2024 au fonctionnement.

Rappel des montants de l'exercice précédent :

63 276 € ont été affectés en 2023 au fonds d'intervention.

4 000 € ont été affectés en 2023 au fonctionnement.

Convention prestation service CCI

L'association Initiative Rennes et la CCI d'Ille-et-Vilaine ont conclu une convention de prestation de service prenant effet à partir du 1er juillet 2023.

Cette convention porte sur les frais de fonctionnement suivants nécessaires à la réalisation de la mission de la CCI Ille-et-Vilaine :

- la mise à disposition d'un triple bureau, ainsi que la mise à disposition de mobilier,
- la fourniture du matériel informatique,
- l'assistance et la maintenance informatique,
- l'utilisation des moyens généraux,

- la mise à disposition mensuelle de salles de réunion nécessaire à la tenue du comité d'engagement.
Celle-ci prévoit une facturation au titre de 2024 pour un montant total de 24 840 €.
La CCI a pris en charge un avoir de 24 840 € au titre de l'année 2024.
Ainsi, le reste à charge pour l'association Initiative Rennes est de 0 €.

Placements financiers et affectation des produits liés au fonctionnement.

Au cours de l'exercice, des disponibilités de trésorerie liées au fonds d'intervention ont été en partie placées sur des comptes de dépôts à terme.

Conformément à la méthode préférentielle Initiative France, ces produits financiers ont été affectés au fonctionnement
et l'ensemble des frais de recouvrement des prêts est également affecté au fonctionnement.

Au 31 décembre 2024, 1 100 K€ étaient positionnés sur des comptes de dépôts à terme.
En 2024, ces produits financiers se sont élevés à 42K€ et sont taxables à l'impôt à hauteur de 24%

IMMOBILISATIONS

Cadre A	Valeur brute début exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions/At tribution
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement, de recherche et développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	988 290,09		717 412,00
Total IV	988 290,09		717 412,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	988 290,09		717 412,00

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par Remboursement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement (I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	434 988,85	45 871,51	1 224 841,73	
Total IV	434 988,85	45 871,51	1 224 841,73	
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	434 988,85	45 871,51	1 224 841,73	

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
		Utilisées	Non utilisées	

Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Dont majorations exceptionnelles de 30 %					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
Total I					
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour risques et charges					
Total II					
Provisions pour dépréciations					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilisations financières	34 888,41	10 008,47	18 618,21		26 278,67
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Autres dépréciations					
Total III	34 888,41	10 008,47	18 618,21		26 278,67
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	34 888,41	10 008,47	18 618,21		26 278,67

Dont dotations et reprises :	- d'exploitation - financières - exceptionnelles	10 008,47	18 618,21	
-------------------------------------	--	-----------	-----------	--

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)

ÉTAT DES CRÉANCES ET DES DETTES

Cadre A	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)		1 224 841,73	436 428,00	788 413,73
Autres immobilisations financières				
De l'actif circulant				
Clients, usagers, adhérents douteux ou litigieux		40 038,00	40 038,00	
Autres créances clients, usagers, adhérents				
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers		32 447,00	32 447,00	
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
Total		1 297 326,73	508 913,00	788 413,73

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice	717 412,00
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice	434 988,95

Cadre A	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1)					
Fournisseurs et comptes rattachés		4 213,40	4 213,40		
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		21 439,07	21 439,07		
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Confédération, fédération, union, associations affiliées					
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
Total		25 652,47	25 652,47		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmen- tations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D=A+B-C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Apports sans droit de reprise	2 182 123,81	224 550,00		2 406 673,81
- Pertes sur apports sans droit de reprise	-204 086,32	-9 106,98		-213 193,30
Réserves statutaires ou contractuelles				
Autres réserves				
Report à nouveau Fonctionnement	174 711,04	16 353,94		191 064,98
Report à nouveau Fonds Intervention				
Résultat de l'exercice	4 970,12	30 746,58	10 417,63	25 299,07
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports	582 673,53			582 673,53
- Pertes sur apports avec droit de reprise	-95 356,99	-2 276,75		-97 633,74
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Total	2 645 035,19	260 266,79	10 417,63	2 894 884,35

PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R.123-195 et R.123-196 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du Bilan	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	72 967,56	59 437,84
Valeurs mobilières de placement	1 100 000,00	1 200 000,00
Disponibilités	549 006,20	453 547,90
Total	1 721 973,76	1 712 985,74

CHARGES A PAYER

(Articles R.123-195 et R.123-196 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du Bilan	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 213,40	5 154,27
Dettes fiscales et sociales	21 439,07	16 197,96
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :		
Total	25 652,47	21 352,23

PRODUITS ET CHARGES CONSTATÉS D'AVANCE

(Articles R.123-195 et R.123-196 du Code de Commerce)

Produits constatés d'avance	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total		

Charges constatées d'avance	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'exploitation		
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total		

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Nature: évaluation du bénévolat

Pour l'année 2024 :

→ 1 166 heures de participation aux comités d'attribution.

Le taux horaire appliqué est de 60 €, taux qui est proposé par Initiative France dans le cadre de la démarche d'harmonisation comptable de toutes les PFI.

Le bénévolat est donc valorisé pour 60 540 € (1 166 heures * 60 €).

ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

Engagements donnés

Les prêts d'honneur accordés en 2024 par le Comité d'Attribution et non débloqués à la clôture de l'exercice sont d'un montant de 227 408 €

Engagements reçus